

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SERVICES DE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES DE L'ACNUSA

Procédure : SG-SAD3-046-24

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| 1. Présentation du pouvoir adjudicateur | 2 |
| 2. Objet du marché | 2 |
| 3. Caractéristiques du marché | 3 |
| 4. Pièces contractuelles | 3 |
| 5. Contenu de la prestation | 4 |
| 6. Modalités d'exécution des prestations..... | 6 |
| 7. Propriété intellectuelle | 8 |
| 8. Protection et traitement des données à caractère personnel..... | 10 |
| 9. Obligations du titulaire | 10 |
| 10. Assurances | 11 |
| 11. Prix du marché | 11 |
| 12. Pénalités..... | 12 |
| 13. Modalités de règlement..... | 12 |
| 14. Avance..... | 12 |
| 15. Modalités de paiement | 12 |
| 16. Délai global de paiement | 12 |
| 17. Intérêts moratoires | 13 |
| 18. Facturation..... | 13 |
| 19. Envoi des factures dématérialisées..... | 14 |
| 20. Résiliation..... | 14 |
| 21. Litiges | 14 |
| 22. Dérogations au CCAG/PI | 14 |

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

a) Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

- Autorité de Contrôle des Nuisances Aéroportuaires (ACNUSA)
- 244 boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS
- www.acnusa.fr contact@acnusa.fr
- SIRET : 11000018900032
- Représentée par son président

b) Présentation de l'ACNUSA

L'ACNUSA, Autorité de Contrôle des Nuisances Aéroportuaires, créée par la loi n°98-588 du 12 juillet 1999 modifiée, est la première autorité administrative indépendante dans le domaine de l'environnement et son champ de compétence recouvre l'ensemble des pollutions sur et autour des aéroports.

Elle est compétente pour traiter des nuisances aériennes émises par tous les aéroports sur l'ensemble du territoire français et des nuisances des hélicoptères dans les zones à forte densité de population mais n'exerce ses pouvoirs de sanction que pour les aéroports et hélicoptères sur lesquels existe une réglementation environnementale (12 principales plateformes et 4 aéroports).

L'Autorité de contrôle est un organe prescripteur en matière de bruit et de pollutions atmosphériques. Elle est un organe consultatif qui émet un avis sur les plans, programmes d'actions et projets de textes réglementaires traitant des nuisances aéroportuaires pour lesquels elle est saisie. Elle exerce également des pouvoirs de sanction pour toutes les infractions aux règles environnementales fixées par arrêtés ministériels. Enfin, l'Autorité est un organe de contrôle du respect des engagements pris par les différentes parties intéressées à l'exploitation de l'aéroport en vue d'assurer la maîtrise des nuisances sonores.

Par ailleurs, l'Autorité de contrôle émet des recommandations publiques sur toute question relative aux nuisances environnementales aéroportuaires et rend compte de son action.

Elle est composée de dix membres. Il s'agit de personnalités désignées par le Président de la République, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, ou nommées en Conseil des ministres en raison de leurs compétences dans les domaines juridiques, scientifiques, de santé humaine ou de transport aérien. Elle bénéficie du concours de sept membres associés dans le cadre de ses pouvoirs de sanction. Une équipe permanente composée de 11 agents, répartis en trois pôles (administratif, juridique et technique), appuie le collège dans l'exercice de ses différentes fonctions.

2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet de confier à un prestataire unique une mission portant sur le développement des relations institutionnelles de l'ACNUSA tant en France (niveaux local et national) qu'à l'étranger, en particulier au niveau européen.

L'objectif est notamment de sensibiliser les élus et décideurs publics aux enjeux environnementaux et sanitaires relatifs au bruit et à aux émissions atmosphériques sur et autour des aéroports, ainsi que de l'importance de l'ACNUSA dans les politiques de réduction de ces nuisances. Le but est également de participer aux débats pour faire évoluer les règles nationales et européennes applicables dans ces domaines, et de promouvoir auprès des institutions européennes la démarche française de contrôle des nuisances aéroportuaires.

Le contenu des prestations est précisé à l'article 5 du présent document.

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

a) Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

b) Forme du marché

Le marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande conformément à l'article R.2162-2 du code de la commande publique. Il est mono-attributaire et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de la survenance du besoin par des bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

c) Allotissement

Le marché n'est pas alloti car la nature des prestations ne permet pas l'allotissement.

d) Durée

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification. Il est renouvelable tacitement deux fois 12 mois. Sa durée totale ne peut pas excéder 48 mois.

e) Montant

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un maximum fixé à 225 000 € HT sur toute la durée du marché.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son bordereau des prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), valant cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces contractuelles – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI, la notification du marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE) et de ses annexes.

5. CONTENU DE LA PRESTATION

a) Le descriptif de la mission

(I) VEILLE PRESSE ET PARLEMENTAIRE.

Le prestataire réalise un suivi de l'actualité média et des travaux parlementaires français et européens liés aux domaines d'intervention de l'ACNUSA (domaine de l'aéroportuaire et du transport aérien, discussions budgétaires, régime applicable aux autorités indépendantes et tout domaine ayant un lien avec les activités de l'Autorité) sur la durée d'un mois d'exécution.

- **Descriptif de la prestation :**
 - Le prestataire réalise quotidiennement une veille en fonction de l'actualité des domaines d'intervention de l'Autorité.
- **Livrables attendus :**
 - Cette veille quotidienne prendra la forme d'un mail transmis à l'Acnusa dans le cas d'une actualité concernant l'Autorité. Chaque semaine un récapitulatif est transmis en format Word.
- **Délais plafonds**
 - Le prestataire s'engage à fournir les livrables :
 - Chaque jour ouvré concernant la veille quotidienne.
 - Chaque vendredi concernant le récapitulatif hebdomadaire.
 - Ces veilles peuvent être transmises, en cas de jour férié, le premier jour ouvré suivant.

(II) RELATIONS AVEC LES ELUS

Le titulaire contribue à entretenir et développer les relations de l'ACNUSA avec les élus, notamment avec les élus locaux et les parlementaires français et européens sur une durée d'un mois d'exécution. Il sensibilise également les parlementaires aux actions et propositions de l'ACNUSA, ainsi qu'aux enjeux environnementaux et sanitaires relatifs au bruit et aux émissions atmosphériques sur et autour des aéroports.

Le titulaire réalise cette mission notamment par une aide à la rédaction de documents à destination des élus, d'une lettre périodique d'information, d'interventions dans la presse.

Descriptif de la prestation :

- Faire un point bimensuel de suivi des actions institutionnelles menées (en visioconférence ou en présentiel dans les locaux de l'ACNUSA).
- Prise de contact avec les élus.
- Organisation de rendez-vous avec les élus.
- Organisation d'un briefing de préparation accompagné de sa fiche.
- Rédaction d'un compte rendu de la réunion avec les élus.

Livrables attendus et délais plafonds:

- Briefing de préparation, à communiquer au plus tard 2 jours ouvrés avant le rendez-vous
- Compte-rendus du rendez-vous et du point bimensuel, à communiquer dans les 2 jours ouvrés suivant la rencontre.

(III) RELATIONS AVEC LA PRESSE

Le titulaire contribue à développer les relations de l'ACNUSA auprès des médias, réseaux sociaux, blogueurs et influenceurs français et étrangers, sur une durée d'un mois d'exécution.

Descriptif de la prestation :

L'objectif est d'accompagner l'ACNUSA pour améliorer la visibilité de son action, renforcer ainsi sa légitimité en développant son audience sur les médias pertinents.

Le prestataire réalise les actions suivantes :

- Organisation et préparation d'interview ;
 - Préparation de fiche de présentation du média qui sollicite ;
 - Aide à la rédaction de communiqué de presse ;
 - Diffusion des communiqués de presse ;
 - Cartographie des médias pertinents en fonction des actions de communication élaborée conjointement avec l'ACNUSA ;
 - Revue de presse quotidienne des sujets relevant de la compétence de l'Autorité ;
 - Gestion de situations de crise ;
 - Suivi des relations presse avec une réunion bimensuelle en visioconférence.
-
- **Livrables attendus et délais plafonds :**
 - Revue de presse quotidienne communiquée chaque jour ouvré par mail avec les liens actifs des articles ;
 - Briefing 24h avant le rendez-vous avec le média ;
 - Cartographie des médias mise à jour en continu à communiquer au plus tard 2 jours ouvrés suivant la demande de l'Acnusa.

b) Les compétences à mobiliser par le titulaire

L'EXPERIENCE DU TITULAIRE

Pour mener à bien cette mission, le prestataire doit réunir des compétences confirmées dans les domaines suivants :

- Expérience en matière de relations institutionnelles, affaires publiques et relations média en France, en Europe et à l'international ;
- Expérience dans la communication institutionnelle au soutien de personnes publiques ;
- Expérience dans le domaine des transports, en particulier du transport aérien.

L'ORGANISATION DU TITULAIRE

Le titulaire met en place, dans le cadre du présent marché, une équipe dédiée, adaptée à l'opération, et susceptible d'évoluer en fonction des besoins du représentant du pouvoir adjudicateur. Cette équipe évolue sous la direction d'un chef d'équipe, référent et interlocuteur principal de l'administration.

Le chef d'équipe est en charge du pilotage de l'équipe déployée par le titulaire pour réaliser la commande, assurer la qualité des rendus et du suivi administratif et financier du présent contrat.

Le remplacement, en cours de marché du chef d'équipe, ainsi que de ses principaux collaborateurs, se fait de manière coordonnée avec l'ACNUSA.

LES RELATIONS ENTRE LES ACTEURS

Le moyen courant de communication entre l'ACNUSA et le titulaire, pour ce qui ne concerne pas le suivi administratif du présent contrat, est le courrier électronique. Il en sera de même pour les échanges oraux que le titulaire devra synthétiser et transmettre au travers d'un courrier électronique.

Les échanges formels et contractuels (bons de commande, communications relatives au contrat) se font par courrier électronique.

6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

a) Interlocuteurs de la prestation

Suite à la notification du marché, l'ACNUSA convie le prestataire à une réunion de cadrage. L'objectif est d'arrêter l'organisation de la prestation et les coordonnées des représentants des parties.

(I) REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Lors de la réunion de cadrage, pour les besoins de l'exécution, l'administration désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom, les décisions nécessaires engageant l'administration.

Tous les échanges concernant cette prestation sont adressés à ces personnes.

(II) REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le prestataire s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Si en cours d'exécution du présent marché, la ou les personne(s) désignée(s) à la notification vien(nen)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur ;
- de lui communiquer dans un délai de 7 jours calendaires à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur, le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s) proposé(s) ;
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le(s) remplaçant(s) proposés devront ainsi justifier à minima des mêmes compétences que la/les personne(s) remplacée(s). Le client peut refuser la proposition de remplacement du titulaire. Si aucun accord n'est trouvé, le marché peut être résilié sans donner lieu à quelque indemnisation que ce soit au bénéfice du titulaire.

b) Bon(s) de commande

(I) ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis sur la base des prix mentionnés dans le BPU. Ils précisent l'intitulé et la quantité des unités d'œuvre dont l'exécution est demandée, sans qu'il puisse y avoir de négociation préalable sur le prix avec le titulaire.

Les bons de commande sont signés par le président de l'ACNUSA, ou par son représentant.

Ils sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel, avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Ils comportent les informations suivantes :

- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence et l'objet du marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire en cas de facturation électronique : Code service : **AAIACNU075** ;
- La signature de la personne habilitée ;
- Les unités d'œuvre à exécuter, identifiées au moyen de leur intitulé exact figurant sur le bordereau des prix unitaires ;
- La date de début d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de notification de la commande ;
- La durée d'exécution du bon de commande ;
- Le prix unitaire hors taxes de chaque unité d'œuvre ;
- Les quantités commandées ;
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

(II) DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires à compter de la fin contractuelle du marché.

(III) MODIFICATIONS DES BONS DE COMMANDE

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, la décision de la personne publique est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 5 jours, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification des prestations non prévue au marché, notamment si elle entraîne un changement du prix, ne peut être réalisée que par avenant.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

(IV) ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, que ce dernier ait reçu ou non un commencement d'exécution.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner.

Cependant, le titulaire a droit au paiement :

- des prestations exécutées avant la notification de l'annulation ;
- d'une indemnité couvrant, le cas échéant, les frais et investissements engagés après notification du bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution, et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit et ne vaut pas résiliation du marché.

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les commandes, leur nature et leur contenu ainsi que les résultats des travaux exécutés dans le cadre de l'objet défini à l'article 5 (« prestations attendues ») du présent document demeurent la propriété exclusive de l'administration, qui pourra les exploiter ou les faire exploiter par tous moyens de son choix sans que les exécutants de ces prestations puissent se prévaloir de quelque droit que ce soit.

Par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-PI, le titulaire ne pourra en aucun cas utiliser à titre personnel ou pour le compte de tiers, directement ou indirectement, en tout ou partie et pour quelque motif que ce soit, les résultats obtenus par la réalisation de l'objet du marché quels qu'en soient la forme, la présentation et le contenu.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et a l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur les prestations du marché et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la personne publique.

Le prix de la cession de ces droits est compris dans les prix du marché.

a) Nature de la cession

Par la signature du présent marché en contrepartie de sa rémunération, le titulaire cède à l'ACNUSA l'ensemble de ses droits d'auteurs patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre de sa prestation, au fur et à mesure de leur création.

La cession des droits patrimoniaux, définie au présent marché, vaut pour les documents préparatoires et définitifs au présent marché, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux.

La cession concerne les droits d'utilisation, d'exploitation, de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, de mise sur le marché, de transmission à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, sans l'autorisation préalable du titulaire et sans autre contre-partie financière.

Cette cession vaut pour les créations réalisées par le titulaire, ses salariés et ses sous-traitants ou tout autre tiers au marché.

La cession porte en particulier sur les droits suivants :

- Le droit d'utilisation par le pouvoir adjudicateur ou toute personne à sa convenance.
- Le droit de reproduire les créations réalisées par les titulaires ou ses représentants pour le compte du pouvoir adjudicateur les documents préparatoires, les documents finaux sous forme d'écrits, de graphiques, de schémas, de notes de calcul) par tous procédés techniques présents et à venir, en intégralité ou par extraits, en version originale, traduite, ou adaptée, sur tous supports graphiques ou numériques (CDROM, DVD, disque optique, carte, clés de stockage ou serveur distant, sans que cette liste soit exhaustive) dans toutes les définitions en tout format et quelle que soit la technologie utilisée pour accéder à ces documents et supports.

Le droit de reproduction vaut aussi pour le stockage. Le nombre d'exemplaires est illimité.

- Le droit de diffuser sur tout site Internet et sur le site intranet du pouvoir adjudicateur ou de toute personne à sa convenance, les documents réalisés par le titulaire du marché dans leur intégralité ou par extraits, à titre gratuit ou onéreux.
- Le droit de procéder ou faire procéder aux traductions, adaptations et, sous réserve du droit moral des auteurs, modifications, additions ou suppressions nécessaires à l'exploitation des créations, en intégralité ou par extraits, par tous les modes et procédés précédemment visés.
- Le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française ou étrangère. Le droit d'adaptation comprend le droit de traduction, d'arrangement, de modification, de transformation, en tout ou partie, sous forme écrite, orale, télématique, numérique.
- Le droit d'exploitation comprend notamment le droit d'exploiter directement ou indirectement et d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'exploitation.
- La cession des droits au profit du pouvoir adjudicateur comprend également les droits de propriété sur les titres que le titulaire aurait pu déposer sur les prestations ou les résultats des prestations, objet du présent marché.

b) Durée et lieu de cession

La cession des droits telle que définie à l'article précédent du présent document est accordée par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour une durée de 70 ans dans le monde entier, dans toutes les langues.

c) Publications des documents

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas autorisé à publier les documents de l'objet du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur lui accorde le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

8. PROTECTION ET TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

En cas de traitement de donnée à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur et applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données ou RGPD (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique (contact@acnusa.fr). Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le titulaire communique à l'acheteur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre du présent marché, le prestataire est expressément soumis à une obligation de résultat et s'engage à réaliser les prestations conformément aux dispositions du présent CCP et de son offre. Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Le prestataire est responsable de l'organisation des conditions matérielles de mise en œuvre et de respect de toute information qui lui est confiée. Elle s'applique au titulaire du marché et à chacun de ses membres à titre personnel, ainsi qu'à ces sous-traitants éventuels et à leurs personnels.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

En cas de dysfonctionnement ou de défaut persistant, l'administration peut prendre la décision de résilier le marché selon les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

10. ASSURANCES

Le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. Il doit être garanti par une police d'assurance destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudice causé à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution du marché.

L'assurance doit couvrir également les dommages qui pourraient survenir sur le matériel confié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

11. PRIX DU MARCHÉ

a) Nature, contenu et forme du prix

Les prix du marché sont des prix unitaires. Ils sont renseignés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) joint à l'offre du titulaire.

Le marché sera traité à prix fermes et révisables.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents (notamment photocopies, envois postaux, courriers, téléphone, etc.) à la bonne exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

Les prix s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur au moment du fait générateur, c'est-à-dire de la réalisation de la prestation. Ils sont établis aux conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres.

b) Révision des prix

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification, sur proposition du titulaire.

L'index de référence, noté I, est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication consultable sur le site de l'INSEE (Identifiant 010766438). Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

c) Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables annuellement suivant la formule suivante :

$$P(r) = P(0) [0,15 + 0,85 \times I(m-3) / I(0)]$$

Dans laquelle :

- $P(r)$ est le prix révisé ;
- $P(0)$ est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « zéro » (date de notification);
- $I(m-3)$ est la dernière valeur définitive connue de l'indice de référence au mois $m-3$;
- $I(0)$ est la valeur de l'indice de référence au mois zéro (date de notification).

Le titulaire est réputé vérifier ces prix dans sa proposition. En cas d'erreur du titulaire sur le calcul des prix révisés, le calcul de l'ACNUSA prévaut.

12. PENALITES

Les dispositions de l'article 14 du CCAG/PI s'appliquent.

13. MODALITES DE REGLEMENT

S'il y a lieu, les pénalités applicables, décrites dans l'article relatif aux pénalités du présent document, sont soustraites des paiements.

14. AVANCE

Une avance d'un montant égal à 5 % du montant du marché est accordée dans les conditions fixées à l'article R. 2191-3 et R. 2191-16 du Code de la commande publique dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-7, ce taux de 5 % est porté à 30 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du CCP.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance en le mentionnant expressément dans l'acte d'engagement.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

15. MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titulaire est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leurs validations par la personne publique et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait.

Pour l'ensemble des prestations, les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article relatif à la facturation du présent document.

16. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en

matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

17. INTERETS MORATOIRES

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

18. FACTURATION

MENTIONS OBLIGATOIRES

Le titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro Chorus et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- En cas de facture dématérialisée, le code exécutant suivant : **AAIACNU075**
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le détail de leur prix,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

19. ENVOI DES FACTURES DÉMATÉRIALISÉES

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée en se connectant sur le portail « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet également d'accéder au kit de communication destiné aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures.

Conformément à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, les demandes de paiement dématérialisés doivent comporter les mentions détaillées ci-dessus, et en particulier le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence (numéro Chorus) et le code service exécutant.

Le n° EJ est communiqué par la personne publique au moment de la notification du marché.

Ces deux mentions constituent des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Cette obligation s'applique tant au titulaire qu'aux sous-traitants admis au paiement direct.

20. RESILIATION

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI et dans les cas prévus dans le présent CCP.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur.

Le marché est résilié, après mise en demeure, si le titulaire contrevient aux obligations prévues à l'article 324.4 ou 324.7 du code du travail.

Le non-respect des dispositions en matière de confidentialité entraîne la résiliation immédiate du marché sans préavis, ni indemnité, de la part de l'administration.

21. LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre VIII du CCAG/PI.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris

22. DÉROGATIONS AU CCAG/PI

L'article 4 du présent document déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG/PI.

L'article 6 du présent document déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/PI.

L'article 7 du présent document déroge à l'article 35.3. et 35.3.2 du CCAG/PI.

L'article 20 du présent document déroge à l'article 40 du CCAG/PI.